

L'AMQ EST-ELLE À L'ARTICLE DE LA MORT ?

Louis Charbonneau
UQAM

Les membres de l'AMQ ont reçu, il y a quelques semaines, un avis de convocation à une assemblée générale qui se tiendra le 16 janvier 1993. L'ordre du jour est assez clair en ce qui a trait à l'importance de cette assemblée. L'idée de saborder l'AMQ y est explicitement présente. Voilà qui ne laisse guère place à l'imagination. Nous sommes au bord d'un précipice. C'est du moins ce que nombre de membres de l'AMQ qui n'ont pas participé aux deux derniers congrès ou qui ne sont pas en contact avec des membres actifs de la communauté mathématique québécoise doivent penser. Pour eux, l'effet de surprise est total. Comment peut-on arriver à une telle extrémité presque à l'insu des membres ?

Il est inutile ici de revenir sur les raisons de la situation présente de l'AMQ. Elles devraient être prises en considération dans le cadre d'un débat large et public sur l'avenir de l'organisation de la communauté mathématique québécoise. Or, jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu véritablement un tel débat. Et malgré cette apparente absence de problème, puisqu'il n'y a pas de débat public, voici que l'on se rend compte tout à coup qu'il faille décider de consacrer un éclatement de notre communauté... à moins qu'on ait autre chose à proposer.

Avant de prendre des décisions qui ont un caractère définitif et irréversible, nous devons nous poser au moins la question de savoir si nous ne sommes pas sur le point de « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Que l'AMQ ait des problèmes, bien sûr cela est un fait. Le vide à la succession du présent exécutif l'illustre assez éloquemment. Mais quelle sorte de solution apporte la liquidation de l'association ? Ne vaudrait-il pas mieux changer les structures de l'association, de fond en comble s'il le faut, de façon à conserver tout de même un lien avec une tradition dont a profité longtemps notre communauté mathématique ?

Le 16 janvier, ceux qui pourront se déplacer à Drummondville auront entre leurs

mains le sort d'une association qui a une belle histoire. Ils auront des débats... entre eux. L'ordre du jour nous fait croire qu'ils auront à prendre des décisions sur place, rapidement. Est-ce sain ? Est-ce souhaitable ? Et ceux qui ont des opinions mais qui ne pourront être là, seront-ils laissés pour compte ? Ne devrait-on pas les entendre eux aussi ?

Soyons là nombreux le 16 janvier. Vous devez vous faire entendre.